

Réussir le 18 mars, un enjeu pour la suite

La grève second degré s'inscrit dans un contexte de rejet de plus en plus important de la politique Sarkozy, (rejet qui se manifeste dans les sondages et se confirme aux élections (+ municipales), et rejet qui s'exprime aussi et surtout par la **multiplication des conflits sociaux** et citoyens : conflits sur le pouvoir d'achat- salaires et pensions privé-public, pour la défense du régime de retraite par répartition, pour la défense du service public et contre les suppressions des postes, contre la précarité, contre la politique anti immigrés, contre la remise en cause de la laïcité, contre l'utilisation compassionnelle de l'Histoire...

Les grands médias relaient la vie privée, les discours, l'hyper activité de Sarkozy, tendant à faire passer au second plan une véritable lame de fond de résistances sur tous ces fronts depuis plusieurs mois.

➤ **Face à la destruction programmée, nous devons agir !**

Après le succès des grèves FP sur le pouvoir d'achat, grèves majoritaires dans l'éducation en novembre comme en janvier, l'appel à une grève second degré peut paraître en rabattre sur la volonté d'aider aux convergences. **En réalité, la tombée des DHG dans nos bahuts combinée à la publication du rapport Pochard et aux difficultés de l'intersyndicale FP suite aux « négociations » avec Woerth nous impose d'agir, dans notre secteur.** Les actions des établissements contre la DHG doivent trouver une expression nationale. Ces DHG, c'est la saignée en terme de postes, c'est l'augmentation scandaleuse des Heures sup, et en particulier des HSE ! C'est l'illustration d'une volonté comptable de réduire les dépenses publiques mais pire, cela vise à sceller la mise en œuvre des orientations de la commission Pochard : le livre blanc ne sera rendu public qu'en fin d'année scolaire, c'est donc avant que n'arrivent ses conclusions que nous devons construire un rapport de forces.

➤ **Pochardisation du métier ? NON !**

Pochard, c'est **la remise en cause de nos missions et de nos métiers conçus dans le cadre d'un service public pour tous**, par l'individualisation des tâches, des carrières, et des salaires (« au mérite » !) dans le cadre du « travaillez plus », par la mise au pas par des chefs d'établissement aux prérogatives accrues, par l'autonomie et la déréglementation accentuées des établissements avec comme toile de fond la suppression de la carte scolaire. **Bref, la casse du service public pour tous par l'introduction d'une inégalité complète entre les élèves. Cette casse ne pourra être tentée qu'en passant par la déréglementation des statuts et des missions des**

enseignants et la disparition des autres métiers de l'Éducation (CPE, CO-PSY ...), ainsi que par la mise en concurrence des établissements entre eux par la contractualisation des moyens alloués via les contrats d'objectifs.

La rentrée Pochard, c'est maintenant qu'elle se prépare, c'est maintenant que dans notre secteur nous devons agir : Pochard, ce n'est encore qu'un rapport... Seule notre mobilisation pourra empêcher que cette vision d'horreur ne devienne réalité.

➤ **Ils veulent TOUT détruire, 2nd degré, mais aussi 1^{er} et sup**

LRU dans les universités, suppression de deux heures de cours par semaine (du samedi matin) et la réforme (réduction) des programmes l'est dans le 1^{er} degré : on le voit, l'objectif est idéologique (donner moins d'école à ceux qui ne le « méritent » pas) et comptable (l'école a un coût...) : les effectifs de l'Éducation Nationale représentent près de la moitié de ceux de la fonction publique de l'État. La suppression en 4 ans de près de 80 000 emplois dans l'EN impose des choix violents sur l'offre de formation et sur le devenir de la nature du service public d'Éducation.

A l'EE, nous pensons depuis le début que c'est une grève de l'éducation tout entière qu'il nous faut !

La grève du 18 mars est un premier pas, le 2nd degré étant aujourd'hui le secteur le plus mobilisé, susceptible d'entraîner les autres à sa suite. Cette grève n'a rien de corpo, elle est une grève de défense du service public d'Éducation face à une attaque sans précédent

Il faut dès le 18 permettre à nos collègues de débattre des suites de l'action et de son élargissement à tous les secteurs de l'éduc avec comme ligne d'horizon la préparation à la manifestation nationale de l'Éducation la plus large possible à la mi-mai, parce que la convergence est possible.

Par son succès, cette grève sera un pas de plus pour permettre la convergence, en signifiant les enjeux communs sur le service public, l'emploi, les salaires et les retraites.